

LA TRIBUNE LIBRE

60

Septembre - octobre 2015

>>
Édito

Être un mouvement d'influence ?

Par Jacques CROCHET

Un article récent de l'Institut de l'Entreprise rappelle que les Think Tanks doivent influencer les politiques publiques dans un sens favorisant l'intérêt général. Pour l'auteur de l'article, le Think Tank, pour avoir un réel impact, doit développer une production collective d'idées inspirée par l'intérêt général et traduite en propositions explicites qui seront mises en œuvre par les décideurs s'ils y adhèrent.

Dans un article d'Août 2012, « Think Tank, mode d'emploi », j'avais rappelé notre positionnement vis à vis de cette appellation, et nos propres enjeux en matière d'image, de valeurs, et d'offre de prestations à destination de nos membres.

Nous avons toujours souhaité être le « Laboratoire d'Idées de la Société Civile », indépendant et totalement libre de pensée et de parole. A travers les contacts avec notre environnement institutionnel, les acteurs économiques, et les citoyens en général, nous affichons l'image d'un centre de pensées et de débats non politisé, regroupant des personnalités tels que salariés, dirigeants d'entreprise, représentants syndicaux, universitaires, aux sensibilités et centres d'intérêts variés.

La diversité de nos thèmes de réflexion, une plateforme d'échanges et de débats ouverte à tous, et la restitution enrichie par nos membres des travaux de nos ateliers sont appréciés. Mais nous sommes désormais interpellés sur la finalité de notre action et notre volonté réelle d'influencer les politiques publiques.

Il est clair que nous ne voulons pas être un club au service d'une idéologie ou d'un groupe

d'intérêts cherchant à influencer sur les normes ou la législation. Nous estimons que notre rôle est au service de tous les acteurs de la société civile afin d'éclairer la réalité par la recherche, l'échange et le débat participatif. La diffusion de nos études au plus grand nombre, en totale transparence, est indispensable pour enrichir le débat démocratique.

Nous voulons poursuivre notre aventure humaniste, favorisant la lecture de notre société secouée et fragmentée.

Pour cela nous souhaitons :

Offrir à tout citoyen curieux qui le souhaite, des thèmes d'études et de réflexion à développer en atelier ou en conférence,

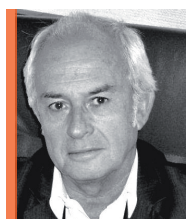
Aborder tout sujet d'actualité pour lequel un éclairage critique est nécessaire à son décryptage,

Nous ouvrir davantage aux entreprises en leur offrant des champs d'études et de réflexions à destination de leurs cadres pour leur parcours professionnel ou personnel.

Analyser les politiques publiques dans un souci de clarification et de meilleure compréhension, et faire remonter nos analyses et nos propositions.

Nous avons besoin d'être nombreux, particuliers, entreprises, mécènes pour soutenir notre action.

Rejoignez nous, nous pourrions exercer une véritable influence ! ■



Jacques CROCHET,
Président
de l'Institut Kervégan



>>> La Tribune libre est une publication de l'INSTITUT KERVEGAN

www.institut-kervegan.com / 09 82 22 26 19 / contact@institut-kervegan.com
10 rue de Feltre 44 000 Nantes / organisme reconnu d'intérêt général

L'AVENIR DU BEL HUBERT

Une société de taxi avait entrepris de baser son activité non sur des licences et des centres d'appel mais sur des particuliers et des smartphones comme elle le fait avec succès un peu partout dans le monde. L'administration française vient de la débouter. Au-delà de l'exemple se pose la question de l'adéquation du système français, ce n'est nullement un modèle, à la modernité.

La modernité ne date pas d'aujourd'hui mais ce qui est nouveau est la conjonction de trois phénomènes : chute de la croissance, numérisation, accélération de la démographie, qui aboutissent à la question de la rémunération de tous et par conséquent au format de la société. La société française n'est préparée à aucun de ces aspects et est même construite sur des principes parfaitement antagonistes. La chute de la croissance est durable et sans doute irrémédiable, résultant de trois facteurs liés : réduction des espaces de liberté et donc des possibles, absence d'innovation, dévalorisation de fait du travail physique au profit du numérique et de la robotisation. Absence de croissance donc mais augmentation considérable de la productivité qui mène petit à petit à une destruction d'emploi, sans parler des délocalisations industrielles.

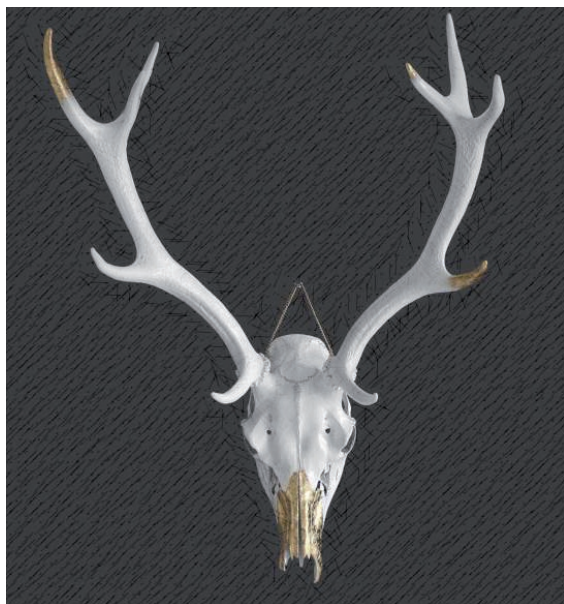
Alors qu'on prône une augmentation de la natalité et qu'on chante les avantages de l'immigration contrainte (l'objectif avoué est de faire baisser les salaires sans se délocaliser) on compte plus de 10% de chômeurs, chiffre qui ne peut qu'augmenter mécaniquement partout dans le monde, quoique de manière asynchrone. Dans le même temps on renâcle à considérer d'autres sources de financement que l'impôt sur le travail alors que celui-ci tend à diminuer, parce que la source de remplacement est à chercher sur les marchés financiers et les spéculateurs, lesquels gouvernent le monde et refusent tout glissement de l'assiette fiscale du travail vers les revenus du commerce ou de la banque.



Par
Thierry PATRICE

Le travail maintenu artificiellement

Ce que nous montre la station de taxis est pourtant, qu'inéluctablement le statut de chauffeur disparaîtra et même le métier lorsque les voitures seront sans chauffeur. Ils ne seront pas dès lors les seuls à chercher un travail introuvable. Y a-t-il quelque chose de plus facile à numériser que le savoir ? Les professeurs et leurs institutions sont à 70% condamnés au profit des MOOC. Les médecins généralistes ne peuvent-ils pas être remplacés par des cabines automatisées permettant l'orientation ou le renouvellement d'ordonnances ? On imagine une réduction de trois quart des médecins. Si on commande des livres sur Internet ne peut-on pas y trouver aussi des pilules ? Evidemment si. Les pharmaciens sont donc des dinosaures. Ne peut-on automatiser l'agriculture y compris bio comme on le fait avec l'arroseur programmable ou la tondeuse automatique de la pelouse ? Est-il bien nécessaire de laisser un pilote dans le porte conteneur ou l'avion ? D'ailleurs à quoi bon le transport aérien si on peut tenir à peu près les mêmes réunions en vidéo n'importe quand et sans se déplacer ? A quoi bon le tourisme d'un hôtel à un autre, tous identiques ? Le journal du matin a-t-il encore un sens au-delà du moteur de recherche ou de l'agence de presse ? Une chaîne de montage est-elle bien meilleure qu'une imprimante 3D ? Et cætera... A l'instar des taxis, c'est artificiellement qu'on maintient l'emploi : licences d'exclusivité, labels, diplômes extra nationaux non reconnus ou normes de sécurité imposant *n* conducteurs, notaires, médecins et bien entendu contrôleurs.



La chasse au Job par St Hubert patron des chasseurs

On vante la mondialisation mais celle-ci s'avérera impossible, l'Europe est un modèle du genre (première économie mais 12 millions de chômeurs), par le simple fait qu'il faudra bien faire vivre tous ceux qui sont déjà nés et qui naissent même de plus en plus. Ayant rendu identique mondialement toute production, par la norme et le robot, toute compétition et tout progrès auront disparu comme la croissance qui s'évapore déjà. Paradoxalement, deux secteurs ne sont pas touchés : les travaux manuels pour lesquels la main connectée au cerveau devenu accessoire, reste indispensable et... le secteur juridique. Pour le premier l'explication va de soi. Pour le second elle est plus tordue. On pourrait penser qu'il n'y a rien de plus facile à automatiser qu'un jugement si on part de l'idée cartésienne qu'il n'y a qu'une vérité. Mais la justice est un art, l'art de juger, c'est-à-dire de demeurer en prise directe avec le pouvoir, en étant son bras armé. Comme il y a un bel avenir aux guerres¹, il y a un bel avenir à la loi et donc aux transgressions. Et aux religions qui sont une autre forme de règles.

Vivre sans travailler

Mais au-delà de cette étape, la numérisation absolue sera aussi l'individualisation absolue, ce qui éliminera tout pouvoir collectif. Il importe donc dans une société moderne, les politiques sont bien conscients des évolutions, de faire baisser les salaires, de toujours plus contraindre afin de conserver toujours plus de contrôle sur une situation qui pourtant devient irrémédiablement incontrôlable. Le travail et donc l'impôt sont des grandeurs finies qui ne peuvent croître qu'à la condition d'une valeur ajoutée. Celle-ci est soit abaissement des coûts de production, mais la productivité se passe désormais des humains, soit innovation mais comment peut-il y en avoir si elle ne sert à rien, hors de tout projet collectif, rendu lui-même impossible du fait du nombre d'individus ?

L'avenir du monde multiple, mondialisé et numérisé passera par le bien vivre puisqu'on sait acceptablement vivre sans travailler^{2,3}. Ce n'est pas l'augmentation du temps de travail qui va rendre heureux ni même l'esclavagisation fantasmée par telle organisation patronale ou tel ministre de l'économie mais au contraire la valorisation des temps non travaillés puisque le travail est en voie d'extinction. La valeur discriminante entre individus ne pourra être la qualité du travail puisqu'il n'y en aura plus mais la qualité de la réflexion, en apparence inutile, poétique ou artistique. Les concours d'entrée dans les universités devront être basés sur l'originalité et les humanités comme à Princeton⁴ et non sur le récit de l'annuaire des téléphones dans n'importe quel sens. La mondialisation capitaliste apparaît donc n'être qu'une étape vers la récréation ultime d'unités de vie organisées autour du troc et des apéritifs entre amis. Un effet collatéral de ce contexte sera l'abstention aux élections qui risque à court terme de tangenter durablement le 100%. ■

1. Le bel avenir de la guerre, Philippe Delmas NRF/ Gallimard, Paris, 1995

2. Le droit à la paresse, Jules Lafargue, éd. La Découverte 2010

3. Éloge de l'oisiveté, Bertrand Russel, Reviews of Reviews, 1932

4. <http://admission.princeton.edu/whatsdistinctive>



FESTIVAL D

Quand le code s'échappe de l'ordinateur

Les 26 et 27 septembre, le Lieu Unique a été investi par les bricoleurs géniaux du *Festival D*, un festival de créativité technologique. Fiers de leurs blouses bleues, ils ont mis le LU à l'heure du bricolage numérique créatif, des FABLABS et de la robotique.

Emergence d'une nouvelle culture de l'innovation ?

À l'étage, les enfants de 5 à 77 ans ont pu participer à des ateliers autour de la programmation de robots, du développement de code informatique ou du montage d'une bestiole électrique qui dessine. Moteurs, fils, roues ou piles roulaient sur les tables à côté des ordinateurs portables et des périphériques USB.

Au rez-de-chaussée, différentes associations, projets et autres Fablabs présentaient leurs travaux. Imprimantes 3D, découpes laser et montages électroniques « faits main » animaient le lieu, entre atelier numérique futuriste et foire low-tech écolo.

Que voient émerger de cette profusion créative un peu chaotique ?

Code ---> Réalité ---> Code

Le premier constat est que le Rubicon entre monde virtuel du code et monde réel de l'objet est plus que largement franchi, dans les deux sens et par beaucoup de monde.

Le numérique, au sens de l'informatique répandue et connectée, avec des systèmes programmables par des langages largement diffusés, existe depuis longtemps. L'informatique des utilisateurs et l'informatique des développeurs dialoguent depuis plusieurs décennies avec une grande créativité mais les « productions » restaient souvent cantonnées à l'écran ou à la page d'impression. L'accès au prototype, à l'objet manufacturé complexe, restait difficile.

On a récemment observé une convergence technologique permettant d'incarner les prouesses de développement numérique dans des objets physiques. Le modèle numérique vient à la réalité par des machines de plus en plus accessibles. L'imprimante 3D ou la table de découpe



Par
Gaël BERNICOT

laser sont les stars de la catégorie, mais cette convergence met également à la portée du particulier astucieux des cartes électroniques programmables (Arduino) ou produites en petite série à la demande. Le code passe à la réalité. Inversement la démocratisation des systèmes de télémessure ou de prise de vue et la possibilité de les embarquer sur des engins volants permet la numérisation 3D d'objets ou d'espaces. La réalité est alors numérisée, accessible au code.

Cette porosité entre ce qui est sur mon ordinateur et le réel qui m'environne devient accessible à (presque) tous.

Au-delà de la dématérialisation, tous inventeurs

La révolution informatique a déjà eu un impact énorme dans les secteurs les plus « dématérialisés ». Elle est à la source d'innovations qui secouent des secteurs comme la presse, l'enseignement, les services. Elle a profondément changé l'organisation des entreprises et a été à l'origine d'un flux continu d'innovations de commercialisation ou d'organisation. Toujours vers plus de dématérialisation.

En revanche, dans le monde matériel, l'informatique a eu une diffusion moins spectaculaire. Le passage du numérique à l'innovation de produits physiques ou de procédés était limité par les coûts de façonnage des prototypes et les difficultés d'accès à l'électronique. Cette limite est en passe de tomber. Le *festival D* illustre la démocratisation de la production d'objets technologiques qui rappelle la façon dont le code informatique a rendu accessible la création d'objets virtuels.

Des particuliers chez eux ou des associations dans les Fablabs peuvent fabriquer des produits innovants ou explorer de nouvelles méthodes pour produire des objets technologiques.





Photos © Delphine Bézier pour www.makery.info

Une nouvelle économie de l'innovation ?

En circulant dans les allées du *festival D*, on pouvait observer un modèle d'innovation original. Beaucoup de modèles économiques situent l'innovation technologique dans les grandes entreprises ayant de lourds moyens consacrés à la recherche et au développement. Cette perception se justifie par deux idées. D'abord, que la conception et la mise au point de prototypes en vue d'une production de masse justifie la concentration capitaliste. Ensuite que le lourd investissement de l'innovateur doit être incité par la garantie d'une rente momentanée renforcée par une protection de sa propriété intellectuelle. La convergence technologique autour du numérique et des objets questionne ces deux idées. En premier lieu, l'expérimentation et l'innovation sont maintenant accessibles à des collectifs aux moyens relativement modestes. Cette faiblesse du coût des expériences favorise une innovation fondée sur l'expérimentation créative et la sérénité. C'est aussi les prémisses d'une autre approche de la production de bien : la petite série à la demande.

En second lieu, l'échange ouvert des connaissances est la norme dans cet environnement. L'innovation naît de la rencontre de gens, d'idées, de savoirs qui se partagent selon des modalités ouvertes, à l'image de ce qu'a connu le logiciel libre. Les fichiers pour imprimer en 3D une imprimante 3D sont diffusés librement dans un rêve d'auto-réplication.

Plus subtilement, on perçoit qu'autour de ces projets technologiques gravite un laboratoire expérimental d'idées et de pratiques : lien social, frugalité non consumériste et créativité parfois franchement artistique.

Quelle innovation soutenir ?

En sortant du *festival D*, on pouvait avoir un certain sentiment de décalage entre ce qu'on était venu admirer et un discours ambiant sur l'innovation fondée sur les grandes entreprises et la concentration autour de grands champions nationaux protégés par leur portefeuille de brevet. Une conception assez néo-colbertiste et guerrière de l'économie.

Avec les Fablabs et les moyens techniques offerts par le numérique des objets, on peut cultiver un autre modèle d'innovation. Investir localement dans des écosystèmes humains inventifs a un double intérêt. A court terme, ils permettront peut-être de faire émerger de nouveaux produits ou procédés « bankable ». A plus long terme, fablab et numérique des objets favorisent une culture de l'invention technique collaborative chez le citoyen. Ils contribuent à l'émergence d'un savoir faire technologique et social favorable aux entreprises innovantes locales.

Avec le *festival D*, on touche du doigt deux puissants moteurs de l'innovation que la logique économique des rendements croissants ignore : le lien social et la poésie. ■

Pour aller plus loin :

www.festivald.net : Le site du festival

www.plateforme-c.org : Fablab nantais

www.arduino.cc : Cartes électroniques programmables

www.makery.info : « Le média de tous les labs »



UN TIGRE QUI N'EST PAS DE PAPIER

Il est inscrit à l'Inventaire national du patrimoine naturel, il est asiatique d'origine et est devenu citoyen du monde, il aime se cacher dans les vieux pneus, les bambous d'ornement. Pour voyager autour de la planète, il surfe sur la mondialisation des échanges, des transferts de biens et il adore les touristes qui prennent l'avion sans dédaigner ceux qui voyagent en voiture, en train ou en bus.

Séduit par les charmes de notre pays et surtout par notre climat qui se radoucit d'année en année, il vient d'élire domicile en France.

Son nom de famille est Aedes et son prénom albopictus mais il est plus connu sous celui de : moustique Tigre¹.

C'est un convoyeur multifonction capable de transporter soit le virus de la dengue ou du Chikungunya ou bien même du Zika. Et en zone tropicale, il peut transborder une trentaine de virus ! Ce qui lui vaut le qualificatif de « vecteur » de ces maladies.

Un tigre qui peut être mortel

Cette introduction pourrait nous prêter à sourire si, selon l'OMS, ce moustique n'était pas à l'origine de 50 millions de cas annuels, dont 500 000 cas de dengue hémorragique qui sont mortels dans plus de 20% des cas et de près d'un million de cas de Chikungunya pour les seuls Caraïbes (dont plusieurs dizaines de décès) et les Amériques en 2014.

Il est important de prendre en compte qu'avec la privatisation de la santé (réduction des budgets de veille sanitaire, prévention et de typage sérologique) et les infrastructures défaillantes dans de nombreux pays émergents, les statistiques reportées à l'OMS ou à leurs bureaux régionaux sont très inférieures au nombre réel des cas.

Un tigre qui n'est autre qu'une tigresse...

C'est le moustique Tigre qui transmet le virus à l'homme qui le transmettra postérieurement à un autre moustique lors d'une nouvelle piqure, etc.



Par
Sylviane BOURGETEAU

Et c'est exclusivement la femelle Tigre qui en est le vecteur. Après fécondation elle pourra parcourir jusqu'à 15 kilomètres pour absorber le sang d'un hôte qui lui assurera le développement de ses œufs qu'elle pondra ensuite de préférence dans des eaux stagnantes (flaques, coupelles de pot de fleurs, creux d'arbre, pneus usagés, vases, bidons, bâches, etc.)

Aujourd'hui en France, 20 départements rassemblent toutes les conditions propices à l'émergence du Chikungunya et ont été placés en vigilance Rouge et 21 autres sont classés en vigilance Orange.

Si les cas déjà répertoriés sont en majorité importés, les cas autochtones sont en augmentation.

Le pic épidémique à venir sera inévitable, nos organismes étant vierges de défenses immunitaires contre ces nouveaux virus. La France est une zone indemne donc un territoire entier à coloniser. C'est seulement lorsque des millions d'entre nous aurons été contaminés que la force virale et le pouvoir de contamination s'atténueront.

Mais en ce qui concerne la dengue, il existe quatre espèces différentes de virus appelées « sérotypes », et une même personne peut développer la maladie plusieurs fois dans sa vie, si elle est exposée à plusieurs sérotypes.

... Une tigresse méconnue de nos médecins traitants

Hormis dans les services de maladies tropicales, la méconnaissance et même l'ignorance de ces nouvelles pathologies dans le reste du milieu médical français pose le problème du diagnostic puis celui de la reconnaissance et du suivi des séquelles.

¹ Le moustique Aedes aegypti est lui aussi vecteur de ces virus



Les principaux symptômes de la dengue comme ceux du Chikungunya sont à première vue analogues à ceux d'une grippe : fièvre élevée, douleurs articulaires, maux de tête et éruption cutanée.

Les personnes infectées outre-mer et revenues en métropole ont énormément de mal à faire reconnaître leurs pathologies dues aux séquelles et à trouver une prise en charge thérapeutique adaptée à leurs douleurs. L'ignorance et parfois le laxisme du monde médical à s'actualiser et s'informer en sont souvent le dénominateur commun. Les séquelles du Chikungunya vont, entre autres, de l'arthrite chronique à des méningo-encéphalites ou des polyradiculonévrites. Et pour celles de la dengue, même si les études occidentales ont tendance à affirmer qu'elles sont inexistantes, nombre de chercheurs et de médecins des pays émergents - les plus touchés - étudient et traitent certains patients pour des encéphalites, des troubles cardiaques, rénaux, hépatiques, neurologiques jusqu'à des paraplégies.

Autre type de séquelle lors d'une épidémie : les séquelles économiques. Des centaines et même milliers de personnes vivant dans une zone géographique infestée ne peuvent plus travailler pendant la période de contamination et souvent des semaines ou des mois après en raisons des séquelles.

Prévention et bon diagnostic

La prévention est le meilleur répulsif et un bon diagnostic, réalisé à temps, est le premier pas vers la guérison.

Il semble donc urgent, d'une part, que les autorités municipales et régionales diffusent massivement au public les mesures de prévention préconisées pour éviter la naissance des larves.

Et d'autre part, que les autorités médicales françaises lancent des campagnes d'information et de formation auprès des médecins traitants et des hôpitaux qui verront d'ici peu arriver dans leur cabinet ou leur service, des cas autochtones de dengue ou de Chikungunya qui ne devront pas courir le risque d'être confondus avec une mauvaise grippe !

Enfin, le réchauffement climatique nous laisse peut-être d'autres futures et mauvaises surprises. N'oublions pas que la « fièvre des marais » ou paludisme a été éradiqué en France voilà seulement quelques décennies ! ■

Les consignes de prévention :

- > www.vigilance-moustiques.com
- > www.invs.sante.fr : Institut de veille sanitaire
- > www.medicinedesvoyages.net
- > www.mesvaccins.net

Pour aller plus loin :

Interview du Dr. Philippe BARGAIN,

Directeur du service médical d'urgence de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle.

>> www.institut-kervegan.com/bargain



Lecture

par Jacques CROCHET

LE BON GOUVERNEMENT

de Pierre ROSANVALLON, Éd. du Seuil, août 2015.

Dans ce quatrième volet de son enquête sur la mutation des démocraties contemporaines, « Le bon gouvernement », Pierre Rosanvallon, Professeur au Collège de France, développe une critique sur la gouvernance de nos démocraties occidentales. Son ouvrage veut ouvrir un chantier de réflexions à l'amélioration du fonctionnement de nos Institutions.

Pour lui nos régimes sont démocratiques car ils sont consacrés par les urnes, mais leur gouvernance ne l'est pas. Il affirme que l'action de nos gouvernements ne respecte pas suffisamment les règles de transparence, d'écoute et de réactivité vis à vis des demandes des citoyens.

Il développe donc l'idée que la démocratie rencontre, non pas un problème de représentation, mais de gouvernance.

Il décrit les différences entre la « démocratie d'élection », et la « démocratie d'exercice ». De réels progrès ont été réalisés pour démocratiser l'élection, à savoir, le système des primaires, la parité ou la limitation du nombre des mandats. Mais passé le temps de l'élection, il n'y a aucune réflexion sur la pratique gouvernementale. Il propose donc de déplacer l'analyse, et d'explorer les liens entre gouvernés et gouvernants.

Il veut comprendre les mécanismes de ce qu'il appelle « le mal-gouvernement » et contribuer par son approche à définir les conditions d'une nouvelle approche de la démocratie.

Son constat sur les pratiques actuelles est sévère. Il considère que la démocratie élective a régressé. Les partis politiques, dont le nombre s'est fortement réduit, se sont professionnalisés. Faire de la politique est un métier. On fait carrière ! Le militantisme baisse fortement. L'engagement est au service de soi même. La classe politique vit de la politique.

Il dénonce aussi le culte de l'impersonnalité. La normalisation et donc la banalisation du charisme ne contribuent pas à rapprocher les citoyens de leurs élus. L'exécutif est désormais le cœur du pouvoir, au détriment des partis.

L'élection du Président de la République au suffrage universel a été selon lui un véritable choc,

avec un transfert de pouvoirs sans limitations. Cette élection est considérée comme un point final dans notre système. A l'exception gaullienne, a succédé une présidentialisation généralisée. Mais la démocratie présidentielle reste à créer !

Son ouvrage rappelle les aspirations et les réflexions qui émanent de la société civile au sujet des qualités attendues de nos gouvernants, et les règles d'organisation qui devraient régir les rapports entre gouvernants et gouvernés.

L'encadrement de l'action gouvernementale reste à définir. Un examen des autres pays européens montre que le Parlementarisme y est faible, et que l'on rencontre plus généralement des formes de Présidentialisme masqué.

Nos sociétés démocratiques sont fragmentées par les inégalités. Les politiques menées n'ont pas contribué à les réduire. Il souhaite par ses propositions faire sortir notre système du cycle de la répétition et de la décomposition.

Pour éviter que « la démocratie nous file entre les doigts », il affirme que toute forme de démocratie participative est à encourager. Internet est pourtant relativement peu abordé dans son ouvrage. Il est conscient que grâce aux réseaux sociaux, l'opinion peut se manifester. Mais il n'insiste pas beaucoup sur cette vraie force matérielle qui ne demande qu'à être canalisée.

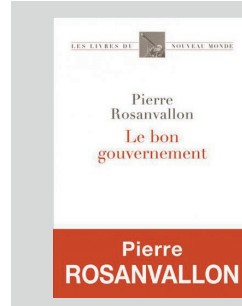
La Technique pourra-t-elle contribuer à redynamiser le processus démocratique ?

La société va-t-elle évoluer et se modifier grâce à l'ouverture de l'Open Data ?

Il n'apporte pas vraiment de réponses, et pourtant cela semble une condition de bon gouvernement du 21^{ème} siècle tel qu'il le souhaite.

En conclusion, un ouvrage très complet, un plaidoyer pour reconnecter la Société Civile aux gouvernants, en les associant davantage aux décisions, pour encourager l'évaluation des politiques publiques par les citoyens, pour augmenter la lisibilité et la prise de responsabilités dans les rapports gouvernés/gouvernants.

Une révolution culturelle à mener chez ceux qui nous gouvernent ! ■



ILS ONT LUTÉ !